

MALGRÉ LE RETOUR AU CALME HIER, À IN SALAH

Les écoliers n'ont pas passé leur premier jour d'examen

La ville d'In Salah a retrouvé son calme hier lundi, après deux jours d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants anti-gaz de schiste. La population a tenu son rassemblement habituel devant le siège de la daïra, baptisé place de la Résistance. Les écoliers ont toutefois raté leur premier jour d'examen.

Retour à l'ordinaire à In Salah, après une escalade de la violence qui a duré deux jours, samedi et dimanche. Les forces antiémeutes de la police ont finalement fait leur retrait de la Grande-Place de la daïra, laissant la population occuper à nouveau le terrain, pour le rassemblement pacifique qui se tient quotidiennement depuis le 1^{er} janvier 2015.

Selon des sources locales, c'est à la faveur de l'intervention du chef du secteur militaire d'In Salah que le retour au calme a été rendu possible. Ce dernier aurait discuté avec les représentants des

manifestants pour cesser les hostilités avec les forces de l'ordre. «Le chef du secteur militaire d'In Salah jouit d'une grande confiance parmi la population et a son écoute. C'est lui qui a fait cesser les affrontements», affirment nos sources.

Hier, environ 10 000 citoyens ont tenu leur rassemblement habituel devant le siège de la daïra, baptisé place de la Résistance.

Hommes, femmes et enfants ont porté les mêmes banderoles et scandé les mêmes slogans, hostiles à l'exploration du gaz non-conventionnel dans la région. «La



Les citoyens d'In Salah ont tenu leur rassemblement dans le calme.

population est déterminée à manifester encore longtemps, jusqu'à l'arrêt du forage expérimental de Tidikelt, situé à 25 km du centre-

ville», ajoutent les mêmes sources. Cependant, si le calme était de retour hier, les élèves des cycles moyen et secondaire n'ont

pas été à l'école et ont ainsi raté le premier jour d'examen. «Vu que les écoles sont à proximité du siège de la daïra, où se concentraient les affrontements, les parents d'élèves ont préféré garder leurs enfants à la maison.

L'usage des gaz lacrymogènes par les forces de l'ordre en est à l'origine...», précisent toujours nos sources.

Par ailleurs, il est à signaler que les rumeurs faisant état de l'incendie du siège régional de Sonatrach se sont avérées fausses.

De même pour le siège de la daïra où seulement une partie du mur d'enceinte a été carbonisée.

Quant à l'hôtel de police, seule la façade porte les traces de flammes, selon des témoins présents sur les lieux.

Mehdi Mehenni

Les réactions continuent après les évènements de In Salah

Atmane Mazouz, secrétaire national chargé de la communication au RCD :

«La répression aveugle qui vient de s'abattre sur les populations du sud du pays signe l'affolement du pouvoir. Sans aucune perspective viable pour la nation, le pouvoir veut mettre le pays à feu et à sang pour garantir la rente et sa pérennité. Comme tout pouvoir illégitime, le clan aux commandes du pays n'a que la violence à opposer aux revendications légitimes de la population. Le RCD condamne avec force cet acharnement et ces violences contre une population qui manifeste pacifiquement depuis plus de deux mois et réitère son entière solidarité aux manifestants, tout en appelant les Algériens à la mobilisation, à l'union et à la vigilance pour écourter la durée de vie d'un régime finissant. Le pouvoir portera seul la responsabilité des conséquences de ces atteintes aux droits et libertés des Algériens.»



Zineddine Tebbal, chargé de la communication au MSP :



«Nous avons suivi avec douleur ce qui s'est passé ces trois derniers jours à In Salah. La violence a été utilisée pour casser la manifestation. C'est vraiment étrange de voir durant la semaine du 24 février, une date symbolique, des manifestants paci-

fiques réprimés pour avoir exprimé leur opposition au gaz de schiste. Ces manifestants qui attendent toujours une réponse à leur demande. Depuis le début de la protestation, il n'y a eu que des messages du président de la République, des ministres et des responsables de la Sonatrach mais point de réponse officielle. Cet épisode de confrontation et de violence intervient pour déloger les manifestants. Seulement, ce n'est pas une solution. Seul le dialogue peut résoudre ce problème. Les gens de In Salah ont besoin de reprendre confiance. Ils veulent sauver leur environnement menacé, une revendication légitime. Au MSP, nous privilégions l'ouverture d'un dialogue national pour élucider cette question et

repandre confiance. Cette répression ne va qu'approfondir le désaveu et la méfiance des gens de In Salah.»

Coordination pour les libertés et la transition démocratique :

«La Coordination pour les libertés et la transition démocratique dénonce la répression et l'insulte de citoyens qui ont écrit en lettres d'or des pages glorieuses de l'histoire de la lutte du peuple algérien, particulièrement le martyr de nombre de maquisards face à l'autorité coloniale qui tentait de pénétrer à In Salah au début du siècle dernier, comme en témoigne le monument aux martyrs sis dans la région depuis un siècle. Prend acte de la résistance pacifique et constante des citoyens de In Salah, notamment leur détermination à maintenir leur revendication au service de la région et du pays tout entier et des générations futures et les avertit de ne pas tomber dans le piège du pouvoir pour les entraîner dans la violence.

Avertit contre d'éventuels dérapages qui pourraient avoir raison de l'avenir de la Nation et l'unité du pays suite à l'usage de la violence de la part des autorités et des forces de sécurité et leur rappelle leur devoir sacré consistant en la sécurité des citoyens en tout lieu du territoire national. La Coordination fait prendre au pouvoir et à la société Halliburton et ses semblables la responsabilité de tout malheur qui frapperait le pays dans sa stabilité et sa souveraineté et ses richesses. Elle appelle les citoyens à la solidarité avec leurs frères de In Salah.

La Coordination dit suivre la situation à In Salah et prendra les mesures à même d'aider à la sauvegarde des libertés et des droits des citoyens et la stabilité de la région et du pays tout entier.»

Le groupe parlementaire du FFS :

«Le groupe parlementaire du FFS a boycotté l'ouverture des travaux de la session de printemps de l'APN qui s'est déroulée à l'orée des événements douloureux que vit la région de In Salah.

Le groupe parlementaire du FFS, qui salue la mobilisation pacifique des habitants de cette région du pays, dénonce avec vigueur la politique de répression menée par les autorités à leur égard. L'absence de cadres réels et effectifs de débat ouvrira la porte aux dérapages qui mèneraient inéluctablement au



pourrissement de la situation et menaceraient la stabilité et la cohésion nationales.

Le groupe parlementaire du FFS déplore l'absence de débats, au niveau de l'APN, et ce depuis son installation, sur les questions d'intérêt national, conformément à ses missions constitutionnelles. Le groupe parlementaire du FFS exige l'interpellation du gouvernement, conformément à l'article 65 de la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation, sur les événements de In Salah et la question du gaz de schiste. Le groupe parlementaire du FFS considère que toutes les questions liées à l'avenir du pays nécessitent un débat qui aboutira à un consensus national.»

Fateh Rebai, dirigeant à Ennahda :



«Nous rejetons toute intervention violente car la violence ne règle jamais les problèmes. Dès le début, il fallait engager un dialogue sérieux avec les manifestants et les écouter.

Un dialogue qui devrait d'abord passer par trois étapes. La première consiste en le gel de l'exploration du gaz de schiste. La deuxième étape est celle de l'ouverture de débats avec des experts afin de rassurer les habitants des régions concernées par le gaz de schiste. En troisième position : développer le sud du pays car l'absence d'un développement est à l'origine de toutes ces tensions. Ces trois étapes ne peuvent qu'apaiser les esprits.»

Le groupe parlementaire du FLN :

«Nous appelons les sages de In Salah à faire valoir la sagesse pour éviter tout dérapage préjudiciable à l'unité nationale et à la sécurité des institutions, à leur tête les institutions en charge de la sécurité qui ont de tout temps veillé à la stabilité du pays. Le FLN encourage la voie du dialogue et de la confiance, loin de toutes tentatives de zizanie afin de ne pas donner l'occasion aux ennemis de l'Algérie de pêcher en eau trouble.»



Propos recueillis par Rym Nasri